

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

LEROUX, Jacques, Roland CHAMBERLAND, Edmond BRAZEAU, Claire DUBÉ, *Au pays des peaux de chagrin. Occupation et exploitation territoriales à Kitcisakik (Grand-Lac-Victoria) au XX<sup>e</sup> siècle* (Québec/Gatineau, Les Presses de l'Université Laval/Le Musée canadien des civilisations, 2004), 255 p.

par Marie-Pierre Bousquet

*Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n°1-2, 2005, p. 169-172.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/012742ar>

DOI: 10.7202/012742ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

menace l'existence collective» (p. 189). Des romans tels *Charles Guérin* (1853) ou *Jean Rivard, le défricheur* (1862) militent ainsi en faveur de la patrie, de la terre paternelle. Mais quand l'attrait des États-Unis se fait trop grand, on cherche à donner une valeur positive à l'émigration en attribuant aux Canadiens une mission providentielle en Amérique.

Cet ensemble de textes apparaît quelque peu décousu et, au dire même de l'auteur, un peu redondant. La conclusion reprend toutefois avec succès les diverses propositions et fait ressortir le décalage, mais aussi l'interdépendance, entre l'imaginaire populaire et celui que les élites ont tenté d'imposer. Maurice Lemire répond à sa question de départ et selon lui, l'imaginaire canadien relève à la fois de l'universel et du particulier, mais il retient surtout que «les Canadiens, quelles que soient leurs déconvenues historiques n'ont jamais renoncé dans leur imaginaire au continent américain» (p. 222).

Maurice Lemire réussit donc à démontrer comment les Canadiens ont rêvé le continent, comment l'appel des grands espaces a toujours été présent dans leur imaginaire. La démonstration est convaincante, même si l'ouvrage aurait pu être un peu plus resserré, et allégé d'un ou deux chapitres. Il n'en demeure pas moins que la réflexion qu'il propose s'inscrit parfaitement dans les courants actuels d'histoire culturelle et aide à mieux comprendre comment les représentations collectives ont façonné la société canadienne.

DOMINIQUE MARQUIS  
Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal

LEROUX, Jacques, Roland CHAMBERLAND, Edmond BRAZEAU, Claire DUBÉ, *Au pays des peaux de chagrin. Occupation et exploitation territoriales à Kitchisakik (Grand-Lac-Victoria) au xx<sup>e</sup> siècle* (Québec/Gatineau, Les Presses de l'Université Laval/Le Musée canadien des civilisations, 2004), 255 p.

L'importance que revêt le territoire aux yeux des autochtones est souvent affirmée par les discours politiques des intéressés et est parfois reconnue par les cours de justice. Le caractère essentiel des relations qu'un groupe entretient avec cet espace, pour le maintien de sa culture et pour son bien-être général, a été démontré chez de nombreux peuples algonquiens, notamment par les chercheurs en sciences sociales. Il n'avait jusqu'alors que très peu été prouvé, du moins dans des ouvrages publiés, pour le cas

des Algonquins. *Au pays des peaux de chagrin* s'attache à réparer ce manque, avec force et conviction.

Ce livre est coécrit par quatre auteurs : deux anthropologues, un médecin et un Algonquin passionné par sa culture. Deux de ces auteurs ont participé à la rédaction d'un précédent ouvrage collectif, *Terra incognita des Kotakoutouemis. L'Algonquinie orientale au XVII<sup>e</sup> siècle*, qui porte sur la délimitation historique des frontières géopolitiques des Algonquins et qui est paru la même année et aux mêmes presses que *Au pays des peaux de chagrin*. Celui-ci se présente donc comme la suite d'une première thèse, où était amorcée en conclusion une étude sur la déconstruction sociale découlant des bouleversements vécus par les Kitcisakikininis, membres de la bande de Kitcisakik, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. *Au pays des peaux de chagrin* reprend donc la recherche là où elle s'était antérieurement arrêtée.

L'objectif de ce livre est, comme l'indique son titre, de « cerner l'occupation et l'utilisation du territoire en fonction de la transmission des terrains de chasse au sein des familles de Kitcisakik depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle » (p. 3), en se basant sur des informations recueillies lors d'une enquête de terrain effectuée en 1999. Afin de replacer ces données dans leur contexte, le livre est divisé en trois parties. La première s'attaque au débat théorique sur le régime foncier algonquien, débat que les spécialistes connaissent comme étant la controverse « Speck contre Leacock », des noms de leurs plus fameux contradicteurs. Examinant chaque argument des deux parties, de leurs partisans respectifs et de leurs successeurs, les auteurs s'intéressent particulièrement aux modalités de transmission des terrains de chasse, aux leaders des maisonnées et à l'échange des prérogatives entre chasseurs. À la lumière des stress écologiques ayant affecté l'Abitibi-Témiscamingue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ils montrent l'influence de contraintes externes dans le changement du mode de production, tout en prenant en compte le système de croyances et les pratiques traditionnelles pour analyser certaines persistance. Ils font enfin le point sur la notion de « propriété » (p. 27, 103-106), étrangère à la mentalité algonquienne, lui substituant celle de « d'accès aux ressources » (p. 27), définie par Adrian Tanner quand celui-ci parlait de « droit d'usufruit ». Ainsi, ils replacent dans leur contexte social les usages de production et expliquent les résistances des Kitcisakikininis à céder ou à morceler leur territoire, ce qui revenait, pour ces derniers, à faillir à une « obligation d'honneur » (p. 105). Cela éclaire aussi les raisons pour lesquelles les Kitcisakikininis ont refusé, à plusieurs reprises, de voir accorder à leur communauté le statut de réserve : pour « [conserver] l'assurance que le territoire ne serait pas amoindri » (p. 107).

La deuxième partie relate, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, «La conquête de l'Abitibi-Témiscamingue», région du Québec où se situent la communauté de Kitcisakik et les terrains de chasse de ses membres. Sont examinés le pillage précoce (et toujours en cours) des forêts, ravagées par la coupe, les feux, la construction du chemin de fer et les privilèges considérables accordés aux compagnies et aux chasseurs blancs, au mépris des autochtones qui vivaient sur place. La croissance de l'industrie forestière, les tentatives gouvernementales pour développer le tourisme, la construction de barrages et enfin l'expansion démographique des colons au long du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont parachevé l'invasion, sont aussi disséquées. Le rôle des missionnaires n'est pas occulté, ceux-ci étant partagés entre le désir de protéger les Algonquins et celui de les «civiliser» en les sédentarisant. Mais on retiendra surtout de cette partie le réquisitoire bien argumenté des auteurs à l'endroit des instances gouvernementales, dénonçant leur incurie à l'égard des Amérindiens, leur volonté de réduire à la portion congrue les territoires et leurs lois qui font fi des droits ancestraux.

Enfin, la troisième partie est consacrée à l'étude systématique des terrains de chasse des Kitcisakikinis d'après l'enquête de 1999, chaque secteur étant comparé avec la partie idoine de la carte que dressa l'ethnologue Donald S. Davidson en 1928. On constate alors le rétrécissement de tous les terrains, divisés en lots dans les années 1940, et la perte d'autres. Chaque secteur, identifié par son numéro et son toponyme vernaculaire, est aussi apparié à un diagramme de parenté afin d'illustrer le système de transmission aux attributaires. La section sur l'importance de l'alliance, les modalités de résidence et l'entraide dans la gestion du territoire est très utile pour le lecteur, qui pourrait se perdre dans l'étude des familles de Kitcisakik. La mémoire généalogique de celles-ci est rendue avec précision, ce qui constituera sans doute un legs précieux pour leurs descendants.

L'ensemble est rigoureusement documenté, mettant à profit tant les sources cartographiques, historiques, ethnographiques et biologiques que des récits de la tradition orale des Algonquins. Enfin, les photos des membres de la communauté, datant pour la plupart de 1968 (mais dont l'origine n'est pas fournie), rendent vivants ces hommes et ces femmes qui ont souhaité, et souhaitent toujours, perpétuer un mode de vie qui dérangeait le colonisateur et qui dérange encore les tenants du pouvoir.

Cet ouvrage se pose, d'ores et déjà, comme une pierre angulaire des preuves que pourraient apporter les Algonquins dans la légitimation de leurs revendications territoriales. Il prend nettement position en faveur de la reconnaissance et, avant tout, de la définition des droits des premiers

occupants du Canada. Enfin, accessible à un large lectorat, il invite à mieux comprendre le point de vue de ceux qui érigent des barrages de protestation contre les coupes forestières, réclamant des négociations dont le motif profond est souvent incompris.

MARIE-PIERRE BOUSQUET  
*Département d'anthropologie*  
*Université de Montréal*

MACLEOD, Roderick et Mary Anne POUTANEN, *A Meeting of the People. School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801-1998* (Montreal, McGill-Queen's University Press, 2004), 507 p.

**C**ette étude exhaustive des commissions scolaires protestantes du Québec a été écrite après que la Loi 180 eut aboli le système des écoles confessionnelles en 1998, et elle se lit comme un panégyrique. Les auteurs, Roderick MacLeod et Mary Anne Poutanen, dressent un portrait sympathique des commissions scolaires des communautés protestantes clairsemées dans la banlieue ou les quartiers de Montréal, les communautés agricoles des Cantons-de-l'Est, les villages de pêcheurs isolés dans la Gaspésie et les communautés migrantes du Grand Nord. L'ouvrage inclut également des chapitres distincts sur les commissions scolaires dissidentes, les écoles qui répondaient aux besoins des francophones protestants, la relation controversée avec la population juive de Montréal, le patriotisme qui a marqué les périodes de guerre, l'architecture des écoles, les origines du programme d'immersion française et l'aide sociale. Ce dernier sujet contient des renseignements particulièrement intéressants sur le mouvement «Home and School». Pour cette étude, les auteurs ont fait une recherche approfondie, examinant les procès-verbaux de quelque 128 commissions scolaires réparties dans la province. Le point de vue présenté est donc celui des bureaux des commissions scolaires, une approche unique dans l'histoire de l'éducation au Canada.

MacLeod et Poutanen se soucient peu de la théorie du contrôle social ou de la thèse de la formation de l'État défendue par Bruce Curtis. Leur hypothèse est la suivante : à l'extérieur de Québec et de Montréal, villes où le gouvernement nommait les commissaires jusqu'en 1972, on pouvait vraiment voir la démocratie locale en action à travers les dirigeants des commissions scolaires. À cet égard, une analyse des taux de participation des votants et de la composition sociale des commissions scolaires aurait